**Communication des entreprises**

**M. Fauvelet de Charbonnière de Bourrienne**

Sujet d’actualité

Sujet choisi : Le référendum Catalan  
Promotion : H1 G2

Équipe :

* Claire Guyot
* Noah Robin
* Emre Palandoken

**SOURCES :**

-https://blogs.mediapart.fr/stephane-riand/blog/200917/pour-comprendre-lame-et-lhistoire-de-la-catalogne

-<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/09/16/20002-20170916ARTFIG00018-l-espagne-empeche-la-catalogne-de-payer-ses-fonctionnaires.php>

-<http://www.equinoxmagazine.fr/2017/07/24/operation-portefeuille-nouvelle-arme-de-lespagne-contre-lindependantisme-catalam/>

-<http://www.lemonde.fr/attentat-a-barcelone/article/2017/08/18/attentats-en-catalogne-l-appel-a-l-unite-de-la-presse-espagnole_5173817_5173500.html#gS85uUFbZifxELtp.99>

-<http://www.lindependant.fr/2017/09/07/espagne-le-tribunal-constitutionnel-suspend-la-loi-autorisant-le-referendum-catalan,3048945.php>

**Introduction :**

Ce mercredi 20 septembre, la Garde Civile a effectuée 22 perquisitions et arrêtée 13 responsables catalans afin d’empêcher l’organisation d’un référendum pour l’indépendance de la Catalogne. Prévu pour le 1er octobre, les catalans voteront pour ou contre l’indépendance de la Catalogne.

Avec 7.5 millions d’habitants, la Catalogne est la deuxième communauté d’Espagne après l’Andalousie. Elle attire 25% des investissements étrangers, enregistre une croissance économique de 3.5% et reste la première destination touristique du pays (25%). La Catalogne est donc une région cruciale pour l’Espagne.

Que va-t-il se passer le 1er Octobre ? Quelles seront les conséquences du référendum, si il se tient?

**I/ Les précautions prises par l'Espagne**

Afin d’empêcher ce référendum, l’Espagne a lancé de nombreuses opérations :

-Le tribunal constitutionnel a suspendu la loi autorisant le référendum catalan. Au lendemain de son adoption par le parlement catalan, le tribunal constitutionnel espagnol a annulé via la demande de l'Etat la loi permettant l'organisation de ce scrutin contesté par Madrid.   
-L'arrestation de 14 hauts fonctionnaires de la Generalitat (organisation politique de la catalogne qui regroupe le parlement, la présidence et le conseil exécutif catalan). La Guardia Civil a lancé ce mercredi 20 Septembre, une vaste offensive à l'encontre du référendum d'auto-détermination. Des agents ont débarqués peu après l'ouverture dans de nombreuses administrations de la Generalitat à Barcelone. Ils ont procédé à 14 arrestations parmi les hauts fonctionnaires, dont le Secrétaire général du ministère de l'Economie catalan Josep Maria Jové, bras droit du vice-président.  
-L'opération Portefeuille. L’Espagne a soldée une amende record de 5.2 millions d’euros pour l’ancien président Artur Mas et menace de saisir le patrimoine des ministres catalans. Accusé d’avoir organisé le référendum symbolique du 9 novembre 2014, il lui reste 13 jours pour payer cette somme. De plus, Madrid a bloqué des crédits qui financent le gouvernement catalan et l’empêche de payer ses fonctionnaires.   
-L’Espagne bloque les cartes bancaires du gouvernement catalan.Le gouvernement catalan ne dispose pas de fonds propres. L’argent des impôts prélevés en Catalogne part directement à Madrid. Pour financer le budget de la Generalitat, c’est donc le gouvernement espagnol qui reverse un certain budget chaque mois, notamment via une ligne de crédit sous le concept de Fonds de Liquidités Autonomiques (FLA). Cet argent est ensuite utilisé par le gouvernement catalan pour payer les fonctionnaires, les services publics et les fournisseurs.

**II/ L’indépendantisme catalan :**

Apparu au XXème siècle, l’indépendantisme catalan, connaît depuis 2010 une forte croissance. Les catalans ont une culture, une langue et un drapeau propre. Le catalan est une langue romane et d’origine latine qui a commencé à exister entre le VIIIe et le Xe siècle. Le premier drapeau catalan date de 1150 tandis que le premier drapeau espagnol date lui de 1785. Malgré avoir exercé sa pleine souveraineté pendant 700 ans au sein d’une confédération catalano-aragonaise, la Catalogne n’a jamais été un pays à part entière.   
Aujourd’hui la Catalogne est une communauté autonome et une région historique d'Espagne, régie par un statut d'autonomie. Or, comme dit précédemment, la Catalogne souhaite organiser un référendum afin de donner au peuple le choix de quitter ou non le Royaume d’Espagne. En effet selon les Catalans, Madrid traite la Catalogne fiscalement comme une colonie, et n’encouragerait pas son développement économique.

Avec une croissance économique annuelle de 3.5%, un PIB supérieur à celui de l’Irlande (222 milliards €) ou encore un taux de chômage 3 points en dessous de la moyenne nationale (19%), la Catalogne est la 3ème région la plus endettée d’Espagne. Son déficit public de 3% en 2013 représente aujourd’hui un tiers de son PIB.

Selon la Generalitat en 2011, la différence entre ce que la région verse à Madrid via les impôts et ce qu’elle reçoit est de l’ordre de 8,5 % du PIB catalan. Le gouvernement déclare lui une différence de 4.3%.

Cependant l’indépendantisme catalan repose surtout sur des questions politiques et culturelles.

Le parfait exemple en est l’année 2010 qui constitue un virage aiguisant un sentiment de « trahison » au sein de la population catalane. Cette année, la Cour Constitutionnelle annule une partie du statut autonome catalan. Elle conclut que la référence à la Catalogne comme "nation" n'a "aucune valeur juridique". Elle va jusqu’à rejeter l'usage du catalan comme langue "préférentielle" dans les administrations et les médias.

En 2012, la loi instaurant l’utilisation du castillan dans les écoles provoque de nouvelles tensions. Jusqu’à présent, les élèves pouvaient recevoir un enseignement en catalan mais cette nouvelle loi oblige à enseigner en castillan. Les déclarations du ministre de l’éducation de l’époque J.I. Wert, appelant à « espagnoliser les jeunes catalans » ont provoquées avec cette loi de nouvelles et multiples manifestations.

De 2010 à nos jours, de nombreuses tentatives de référendum ont échouées car Madrid juge ce référendum comme illégal : selon la Constitution, l’Espagne est indivisible ce qui bloque tout référendum. D’ailleurs, le gouvernement considère que le pays entier devrait participer à un tel référendum.

Suite aux interventions musclées de l’Espagne, les catalans désirent plus que tout voter le 1er octobre.

**Conclusion :**

Les conséquences d’un tel référendum seront majeures. En devenant un pays indépendant, la Catalogne sortirait de l’Union Européenne et de la zone Euro. Elle pourrait, certes, poser sa candidature, mais il est difficile d’imaginer une Catalogne indépendante dans l’Union Européenne. Sa sortie entraînerait la rupture des liens avec la Banque Centrale Européenne, la création d'une nouvelle monnaie, le refinancement de la dette publique (75 milliards d'euros) et certainement une limitation des retraits bancaires pour éviter la fuite massive des capitaux. De plus, de nombreux investisseurs pourraient quitter la Catalogne du à ces problèmes.

En revanche si elle parvient à intégrer l’UE et à garder l’Euro, ses statistiques actuelles montrent une faveur envers son économie. Elle devra bien sûr avoir sa propre armée, son propre système de santé et autre, mais l’économie catalane semble pouvoir relever le défi.

L'Espagne en tant que nation n'aurait aucun intérêt à voir la Catalogne devenir un pays indépendant.

Une telle séparation pourrait inciter d'autres régions comme le Pays basque, la Galice ou encore la communauté valencienne à vouloir faire de même. De plus, la perte d'une partie importante du PIB global entrainerait une aggravation du déficit public, des besoins de refinancement supplémentaires, une augmentation du chômage et un ralentissement de la croissance.

L’annulation de ce référendum, une option fort probable, ne ferait que ralentir la sortie de la Catalogne du Royaume d’Espagne. Sa réalisation est interrompue constamment depuis 7 ans. Si des négociations ne sont pas ouvertes, l’indépendance semble être inévitable.

A quoi pouvons nous s’attendre pour le 1er octobre ?